

La crise dans la zone euro s'éternise depuis plus de deux ans, mais l'arrivée de M. François Hollande à l'Élysée présente une lueur d'espoir et peut s'avérer un tournant dans la gestion de cette crise.



Par Khalid Adnane

Économiste, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke

Contrairement à son prédécesseur, M. Nicolas Sarkozy et à la chancelière allemande, Mme Angela Merkel, M. Hollande (du parti socialiste) veut rompre avec ce qu'il a qualifié d'obsession de la rigueur budgétaire et de fatalité de l'austérité et miser plutôt sur la croissance économique et les politiques de relance pour sortir la zone euro de sa torpeur. Son argument de choix sera le bilan économique désastreux des pays fragiles de la zone (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne) qui avaient accepté le remède de l'austérité drastique.

En effet, les politiques mises de l'avant depuis plusieurs mois maintenant, censées redresser la situation budgétaire et économique de ces pays, n'ont finalement fait que les enfoncer davantage dans un profond cercle vicieux d'austérité récession.

Une cure sévère et peu efficace

Un cas patent est celui de la Grèce, qui, malgré plusieurs plans d'austérité, continue de sombrer profondément dans la récession. Ce pays a en effet perdu 20% de sa richesse nationale depuis 5 ans et on prévoit que le PIB chutera encore de 5% en 2012. Même chose du côté du Portugal qui, un an après avoir opéré des coupes drastiques, notamment en éduca-

tion et en santé ainsi que dans les régimes de retraite, a vu son endettement augmenter au lieu de baisser : la dette du Portugal qui représentait 93% du PIB en 2010 est rendue à environ 110% et atteindra 115% en 2013 (source :FMI/OCDE).

Par ailleurs, l'Espagne vit sous tension depuis des mois avec des manifestations populaires quotidiennes, et ce, malgré un changement de gouvernement et l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Le PIB ne cesse de se contracter et le taux de chômage culmine à plus de 24% (50% chez les moins de 25 ans), le plus haut taux de toute l'Union européenne. Ce n'est pas pour rien que ce pays vient de subir une autre dégradation de sa cote de crédit par l'agence de notation Standard & Poor's. Avec une cote de BBB+, les obligations espagnoles seront bientôt à la limite des obligations pourries « junk bonds » cotées à BB+, alors qu'il y a trois ans à peine, elles bénéficiaient d'une note triple A.

Pour sa part, l'Italie ne va guère mieux depuis le départ de Silvio Berlusconi. Il y a quelques semaines, le gouvernement italien a annoncé qu'en raison de l'aggravation de la récession au pays, le retour à l'équilibre budgétaire ne se fera pas avant 2015, deux ans de plus que prévu. Enfin, l'Irlande, après sept budgets consécutifs d'austérité, n'est toujours pas tirée d'affaire. Le niveau de sa dette demeure très élevé et le taux de chômage est stagnant à presque 15%.

Un paradigme largement contesté

Pourtant, ces programmes d'austérité ont été critiqués par plusieurs observateurs réputés, et ce, depuis quelques mois déjà. Tous exprimaient la même inquiétude : un dosage inadéquat dans l'application de ce remède ainsi qu'une absence totale de mesures qui devraient l'accompagner finiront par asphyxier éternellement les économies de ces pays fragiles. Loin d'être une question idéologi-

que, c'est une simple question de logique économique. Une logique qui a été exprimée de manière éloquent par M. Hollande lors du débat télévisé l'opposant à M. Sarkozy : le corollaire d'une activité économique au ralenti ou en baisse est nécessairement un coffre de l'État plus dégarni (à cause des entrées fiscales moindres) et des finances publiques encore plus mal en point!



François Hollande

Joseph E. Stiglitz et Paul Krugman---deux prix Nobel d'économie---ont aussi exhorté à maintes reprises les pays européens, l'Allemagne notamment, de repenser ces politiques d'austérité qui plombent la croissance économique des pays « en convalescence ». Même que Krugman n'a pas hésité à qualifier cette obsession pour la discipline et l'orthodoxie budgétaires si chères à l'Allemagne, de « suicide économique » de toute la zone euro.

Par ailleurs, dans sa dernière publication, Rapport sur le travail dans le monde 2012, l'Organisation internationale du Travail (OIT) revient sur les politiques d'austérité mises en place depuis la crise des dettes souveraines et dénonce leurs conséquences. Celle-ci constate que « la dégradation de la situation illustre le piège que représente l'austérité pour les économies avancées, et tout d'abord pour l'Europe [...] Dans les pays qui ont poussé le plus loin l'appro-

che austérité-plus-dérégulation, principalement ceux de l'Europe du Sud, la situation de l'économie et de l'emploi a continué à se dégrader [et pire encore] les mesures adoptées n'ont pas non plus réussi à stabiliser leur position budgétaire [...] ».

Enfin, même le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, y est allé d'une sortie surprenante en déclarant le 25 avril dernier : « Nous avons un pacte budgétaire », faisant référence au Traité signé le 1^{er} mars dernier et dont le pilier est la fameuse règle d'or budgétaire. [Mais, il faudrait maintenant] en faire un pacte de croissance ».

Un consensus, oui mais...

En ce sens, M. Hollande sait qu'il se dégage clairement aujourd'hui un large consensus autour de la nécessité de briser cette spirale infernale austérité-récession et de retrouver le chemin de la croissance. Dans cette optique, sa première tâche, relativement facile, sera de convaincre Mme Merkel (et les marchés aussi) qu'il est possible de trouver le bon équilibre (dosage) entre le devoir de l'assainissement budgétaire et celui de la relance économique. Sa deuxième, plus ardue, sera de convenir des modalités et des paramètres pour y arriver.

Or, c'est là que les choses risquent de se compliquer quelque peu. En effet, s'il y a un enseignement à tirer de la réalité de la zone euro depuis des mois, c'est que l'unité autour des principes généraux laisse souvent et rapidement place à la division dès lors qu'on commence à préciser les actions à prendre et surtout, à en mesurer les conséquences pour chacun des partenaires.

Lors du prochain Sommet européen qui aura lieu les 28 et 29 juin prochains, M. Hollande aura l'occasion de prendre connaissance de cette réalité assez rapidement et de réaliser que souvent « le diable est dans les détails »!